**Modèle de délibération**

**de suppression d’emploi**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de la délibération.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

Délibération n° … *(Année)* – … *(n° d’ordre)*

**Suppression d’emploi**

Séance du … (*jour / mois / année*)

L’an deux mil … , le … *(jour en chiffres)* du mois … *(mois en toutes lettres)* à … *(heure en toutes lettres)*, se sont réunis dans le lieu ordinaire de leurs séances les membres du *Conseil[[1]](#footnote-1) … de ou du[[2]](#footnote-2)* … *(préciser la dénomination de la collectivité territoriale ou de l’Etablissement)*, sous la présidence de *(Monsieur ou Madame) … (Prénom et Nom [nom en majuscule])*, *Maire ou Président/ Présidente*, dûment convoqués le … *(indiquer la date de la convocation).*

Nombre de conseillers en exercice : …

Nombre de conseillers présents : …

Formant la majorité des membres en exercice.

Procuration(s) : …

Absent(s) excusé(s) : …

Le secrétariat a été assuré par : … (Prénom et Nom de la personne)

*Monsieur ou Madame Le Maire ou le-la Président/Présidente* expose que conformément à l’article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale ou établissement public sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au Conseil[[3]](#footnote-3) … de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. Dans le même ordre d’idées, il revient au Conseil[[4]](#footnote-4) … de supprimer les emplois dont le maintien n’est plus indispensable au regard des besoins du service public.

A cet égard, compte tenu de … *(exposer ici les faits justifiant la suppression de l’emploi, exemple : réorganisation des services, départ en retraite d’un agent, etc.),* il convient de supprimer l’emploi OU les emplois de … *(dénomination de l’emploi ou des emplois concernés)*.

Cette suppression est soumise à l’avis préalable du Comité social territorial. Ce dernier s’est prononcé de manière *favorable ou défavorable* dans sa séance du … *(date).*

Il est donc proposé au Conseil[[5]](#footnote-5) … de procéder à la suppression de l’emploi ou des emplois de (dénomination de l’emploi ou des emplois concernés).

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 *(+ articles spécifiques à la collectivité territoriale ou à l’EPCI concerné*)[[6]](#footnote-6),

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L.542-1 à L.542-5

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu l’avis *favorable ou défavorable* du comité social territorial en date du …

Considérant queles besoins du service nécessitent la suppression d’un emploi permanent de … *(dénomination de l’emploi) OU des emplois permanents de* … *(dénomination des emplois)*

Considérant le tableau des effectifs adopté par le Conseil[[7]](#footnote-7) …

Sur le rapport de *Monsieur/Madame le Maire ou le Président/La Présidente*, après en avoir délibéré, le Conseil[[8]](#footnote-8) …, (*indication des votes*):

|  |  |
| --- | --- |
| *Nombre de suffrages exprimés :* |  |
| *Votes Pour :* |  |
| *Votes Contre :* |  |
| *Abstention :* |  |

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

De supprimer un emploi permanent de … *(dénomination de l’emploi), à temps complet Ou à temps non complet à raison de …/35ème,* de catégorie *A ou B ou C,* au grade de … *(dénomination du grade)* relevant du cadre d'emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois),*

*OU*

De supprimer … *(Nombre)* emplois permanents de … *(dénomination de l’emploi), à temps complet et/ou à temps non complet à raison de …/35ème,* de catégorie *A ou B ou C,* au(x) grade(s) de … *(dénomination du ou des grade(s) prévus)* relevant du cadre d'emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois),*

*OU*

De supprimer … *(Nombre)* emplois permanents de … *(dénomination de l’emploi), à temps complet* de catégorie *A ou B ou C,* au grade de … *(dénomination du grade)* relevant du cadre d'emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois),*

De supprimer … *(Nombre)* emplois permanents de … *(dénomination de l’emploi), à temps non complet à raison de …/35ème,* de catégorie *A ou B ou C,* au grade de … *(dénomination du grade)* relevant du cadre d'emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois),*

*Exemple :*

*De supprimer un emploi permanent de chargée d’accueil état civil à temps complet de catégorie C au grade d’adjoint administratif principal de 2è classe relevant du cadre d’emplois des adjoints administratifs territoriaux*

*De supprimer un emploi permanent de responsable de l’urbanisme à temps non complet à raison de 30/35è de catégorie B, au grade de rédacteur principal de 1ère classe relevant du cadre d’emplois des rédacteurs territoriaux*

**Article 2 :**

De modifier, en conséquence, le tableau des effectifs comme suit, à compter du[[9]](#footnote-9) ... :

Grade : …,[[10]](#footnote-10) à temps complet ou à temps non complet à raison de *…/35ème :*

* Ancien effectif ... *(nombre)*
* Nouvel effectif ... *(nombre)*

*🠞 A répéter pour chaque grade concerné*

**Article 3 :**

Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal *(ou annexe)*

**Article 4 :**

Que *Monsieur/Madame le Maire ou le Président/La Présidente* est *chargé(e)* de prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération

Fait et délibéré en séance

le … *(date de la séance)*

Affichée le : … *(date)*

Ou Publiée le : … *(date)*

Transmise au Représentant de l’État le : … *(date)*

*Monsieur ou Madame le Maire ou le-la Président*/*Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu’il peut faire l’objet d’un recours auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l’État. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Le *Maire ou le-la Président/Présidente*

*NOM Prénom*

Le … *(date)*

1. *municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-1)
2. *la commune, département, la Région, la Métropole, la communauté urbaine, la communauté d’agglomération, la communauté de communes, le syndicat* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-3)
4. *Municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-4)
5. *municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-5)
6. ***Commune*** *Articles L2121-12 + L2121-29;* ***Département*** *Article L3211-1 ;* ***Région*** *Article L4221-1;*  ***EPCI*** *(****toutes les intercos****) Article L.5211-1;* ***Syndicats mixtes*** *cf. EPCI + Article L.5711-1;* ***Communauté urbaine*** *cf EPCI + Article L.5215-19*  [↑](#footnote-ref-6)
7. *Municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-7)
8. *municipal/départemental/ régional/syndical/ communautaire/métropolitain/d’administration* [↑](#footnote-ref-8)
9. *Pour rappel, une délibération ne peut prendre effet au plus tôt qu'au jour de sa transmission au contrôle de légalité, une application rétroactive étant illégale. La date est identique à celle de l’article 1* [↑](#footnote-ref-9)
10. *Le cas échéant, si le poste est ouvert à plusieurs grades, il faut répéter cette mention pour chaque grade* [↑](#footnote-ref-10)